

Amérique latine : nouveaux mouvements sociaux, nouveau contexte

dimanche 18 août 2019, par [ZIBECHI Raúl](#) (Date de rédaction antérieure : 13 août 2019).

Les années 1990 ont été caractérisées par l'essor des mouvements populaires qui ont réussi à faire reculer le système néolibéral dans la plupart des pays de la région. Vingt ans plus tard, dans le contexte de déclin des gouvernements progressistes, il faut tracer une nouvelle cartographie de la situation que vivent les mouvements dans notre région.

Le panorama général présente deux réalités apparemment opposées : l'essor du mouvement féministe, doté d'une grande capacité de mobilisation et de contestation, d'une part, et parallèlement, l'affaiblissement de l'ensemble des mouvements qui les empêche de jouer un rôle central sur la scène politique, en réduisant la capacité de défense qu'ils avaient dans les années 1990 et au début des années 2000. Rappelons qu'entre la guerre de Caracazo de 1989 et la seconde guerre du gaz en 2005 (au Venezuela et en Bolivie, respectivement), les secteurs populaires ont renversé dix gouvernements établis de longue date dans la région sud-américaine.

Cooptation progressive

Une longue décennie de progrès dans les gouvernements de la plupart des pays de la région sud-américaine a provoqué d'énormes changements dans la réalité et l'organisation des mouvements. D'une part, les gouvernements ont érodé les bases sociales des organisations populaires avec leurs politiques sociales visant à lutter contre la pauvreté. Dans les secteurs populaires, ces politiques étaient interprétées comme des formes de reconnaissance qui se traduisaient par une adhésion importante se reflétant dans le soutien électoral, politique envers les Lula, Cristina Fernández et Evo Morales. Le résultat a été que l'alliance entre les gouvernements et les mouvements a forgé une nouvelle gouvernance, ce qui a permis aux administrations progressistes d'avoir plus d'appui pour leurs projets et leurs façons de faire.

Deuxièmement, les quinze années de relations étroites du mouvement avec les gouvernements ont entraîné des changements internes dans sa structure organisationnelle et ses façons de faire. Cela est dû en grande partie au flux de ressources vers les organisations populaires, qui a progressivement favorisé l'émergence de hiérarchies, de budgets, de professionnalisation politique et technique propre, d'équipements.

L'institutionnalisation des mouvements s'est accompagnée de changements dans les formes d'action et les cultures politiques. Les mouvements ont accordé la priorité aux relations avec les États, les gouvernements et les municipalités et à l'acceptation des transferts monétaires comme quelque chose de normal et de légitime. Le modèle extractiviste est toujours dénoncé, mais les mouvements insistent davantage sur les conséquences environnementales et sociales plutôt que sur la nécessité de rompre avec ce mode d'accumulation par dépossession.

Partout sur le continent, nous assistons à une diminution de la fréquence et de la centralité des assemblées en tant qu'espaces de démocratie directe, car de nombreux dirigeants et militants

consacrent plus d'énergie aux relations avec les institutions plutôt qu'aux travaux à la base tels que la formation et la mobilisation. Au Brésil, 75% des municipalités ont institué une forme de participation sociale pour déterminer les priorités d'investissement.

D'autre part, les politiques sociales ont favorisé l'intégration par la consommation, ce qui constitue une profonde aberration du point de vue de l'émancipation, avec des conséquences désastreuses pour les mouvements autonomes. Dans les quartiers populaires des grandes villes, la désertion du militantisme tourné vers les institutions a laissé le champ libre à droite, dans ses deux versions : les églises évangéliques, d'une part, et le trafic de drogue et les groupes criminalisés, de l'autre. En fait, une alliance entre les ultra-droites paramilitaires et les églises pentecôtistes se développe à la fois dans les villes de Colombie et au Brésil.

Cependant, le conflit social poursuit son cours parce que les raisons sous-jacentes qui le provoquent non seulement n'ont pas cessé, mais se sont aussi approfondies : l'extractisme minier et les monocultures, les inégalités, la violence et la militarisation des quartiers populaires pour protéger le monde. la domination

Mouvements actuels

Les mouvements sociaux brésiliens ont récupéré les rues au cours des premiers mois du gouvernement de Jair Bolsonaro. Au début de 2019, le Mouvement Paso libre (MPL) a organisé cinq manifestations à Sao Paulo, contre l'augmentation du tarif du bus. Rappelons que le MPL était le mouvement qui avait mené les journées de juin 2013 contre l'augmentation des transports lors de la Coupe des Confédérations et à exiger un accès égal à la ville. En juin dernier, 20 millions de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre les inégalités.

Les participants étaient pour la plupart de jeunes hommes et femmes, généralement des étudiants militants, contestant la présence policière massive, avec des véhicules blindés utilisés dans les favelas.

Les manifestations de la MPL ont été combatives, tant pour les slogans scandés que pour les affrontements avec la police. La participation aux marches a été importante, avec des pics allant jusqu'à 15 000 personnes. Il existe au Brésil d'autres mouvements urbains actifs, tels que le Mouvement des travailleurs sans abri (MTST), composé de militants organisés, disposés à affronter le vent et la marée, défiant l'isolement et la répression.

En Colombie, les autochtones Minga (travail agricole collectif en quechua), afro et paysan colombien, ont débuté leurs mobilisations le 10 mars dernier avec des coupures de routes contre le plan de développement du gouvernement d'Iván Duque. Un fait important est qu'ils ont reçu un soutien solidaire des secteurs urbains qui s'impliquent progressivement dans la mobilisation. Sont impliqués dans ces mobilisations des coalitions tel le Congrès des peuples et le Sommet agraire et paysan. En février, 380 délégués de 170 organisations se sont réunis pour partager leurs opinions sur le plan de développement national (PND) du gouvernement. Ils ont constaté qu'il n'y avait pas de chapitre consacré aux peuples autochtones. Cette fois, les mobilisations Mingas étaient plus importantes que par le passé, car ils concernaient non seulement les peuples du Cauca, mais également les Huila, les Valle del Cauca, les Caldas et les Risaralda.

Le troisième exemple de la vigueur des mouvements s'est produit au Chili après l'assassinat du membre de la communauté mapuche Camilo Catrillanca par la police en novembre dernier. Les réactions à ce crime ont été nombreuses et intenses, non seulement en Araucanie, mais dans tout le pays. Bien que l'épicentre de la lutte soit la ville mapuche de Temuco, il y a eu une réaction massive de la population chilienne avec des mobilisations dans au moins 30 villes, y compris celles de

l'extrême nord. À Santiago, une centaine de rues ont été coupées, avec des barricades pendant des heures. Dans certaines régions, les mobilisations ont duré 15 jours. Les organisations mettent un accent particulier sur la récupération des terres, la langue et la solidarité. Dans la province de Malleko, au nord de Temuco, se situe la zone rouge qui concentre les conflits de la colonie. Là-bas, le coordinateur Arauco Malleko (CAM) est né dans les années 90, il y a une dizaine d'années, l'Alliance territoriale Mapuche, et gère également le parlement Koz Koz, une organisation jeune et horizontale qui reconstitue les traditions et les espaces où se reproduisent la vie et la culture. Dans certaines régions, telles que le triangle formé par Ercilla, la côte de Tirúa et Loncoche (au sud), la récupération des terres forme une tache du pouvoir de la communauté mapuche. Dans les 1 200 hectares de l'ancienne Alaska, récupérés en 2002, deux communautés vivent aujourd'hui (Temucuicui, traditionnelle et autonome), sur des terres appartenant à la forêt Matte Group Mininco, qui possède 700 000 hectares usurpés des communautés.

Enfin, il faut noter, en Argentine, l'action du le Syndicat des travailleurs de la terre (UTT). Dans les banlieues de Buenos Aires, cette alliance rurale-urbaine regroupe des milliers de familles qui sont surtout des migrants de Bolivie. Ils occupent des terres, ils sont orientés vers l'agroécologie, ils sont organisés en groupes de base et disposent de grands magasins pour la vente directe aux consommateurs, ce qu'ils font parfois aussi dans les rues et les places de la ville.

L'autonomie, d'hier et d'aujourd'hui

Malgré le reflux et la cooptation, les mouvements ont beaucoup avancé, si l'on compare la situation actuelle à celle d'il y a deux décennies. En Colombie, 12 000 aqueducs communautaires fournissent 40% de l'eau aux zones rurales et 20% aux villes. Chaque aqueduc a été construit et est soutenu par une ou plusieurs communautés.

Au Brésil, il existe 5 000 agglomérations de réforme agraire, liées pour la plupart au Mouvement des paysans sans terre (MST), qui occupent 25 millions d'hectares récupérés de la propriété foncière improductive, où vivent deux millions de personnes et 1 500 écoles gérées par le mouvement, en plus des coopératives de production et de distribution.

En Argentine, il existe près de 400 usines récupérées et une centaine d'écoles secondaires populaires où les adultes n'ayant pas pu terminer leurs études terminent leurs études secondaires. Ces centres sont gérés de manière égalitaire par les enseignants et les étudiants et les modes d'apprentissage s'inspirent de l'éducation populaire de Paulo Freire. En outre, il existe 200 magazines culturels autogérés (imprimés et numériques) qui emploient plus de 1 500 personnes et sont lus par cinq à sept millions de personnes.

Les problèmes rencontrés par le champ anticapitaliste ne sont pas moins importants. Il y a une réelle difficulté à maintenir les entreprises existantes et l'absence d'une vision plus globale permettant de dépasser le localisme. Après une longue décennie de gouvernements progressistes, plusieurs mouvements se sont réfugiés dans les replis moins visibles des mouvements antisystémiques. Cependant, l'une des plus grandes difficultés rencontrées par les mouvements est interne : les groupes qui travaillent de manière autonome ont d'énormes difficultés à se maintenir dans le temps, sur la base de leurs propres efforts, et à établir des ponts avec d'autres groupes similaires pour entreprendre des actions plus puissantes.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

<http://alter.quebec/amerique-latine-nouveaux-mouvements-sociaux-nouveau-contexte/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)